

En attendant, Mexico ne nous offre guère de plaisirs, et ne se charge pas de nous faire trouver le temps court. Nous avons cependant donné un bal magnifique à la population qui ne s'empresse pas de nous le rendre, et qui probablement ne le rendra pas. Notre bal était vraiment superbe. Il a eu lieu dans la salle du Grand-Théâtre qui ne s'était jamais vue ornée d'une si belle façon. Les jolies femmes et les toilettes élégantes abondaient; le souper était confortable, et tous les Mexicains et Mexicaines y ont fait honneur, je vous assure. On s'est beaucoup amusé, et on a dansé jusqu'à six heures et demie du matin.

Ce bal a été la source d'un commencement de relations avec certaines familles : mercredi, je dois aller à un bal où il y aura, dit-on, de très riches héritières, mais cela ne me tente pas.

Hier nous avons eu une course de taureaux; les vrais amateurs l'ont trouvée faible : pour moi qui n'en avais jamais vu, ce spectacle m'a paru dégoûtant. Ces malheureux chevaux éventrés, marchant sur leurs boyaux, me faisaient mal à voir.

Du reste, toutes les distractions possibles n'arriveraient jamais à calmer mon désir de rentrer en France; c'est une idée fixe, qui dégénérerait en nostalgie si je m'y laissais aller; mais je la combats par des promenades et des courses aux environs. Nous allons souvent déjeuner à la campagne. Pour cela nous prenons des voitures, car c'est le moment des orages, et il arrive presque tous les jours qu'à un ciel pur, il succède, cinq minutes après, d'énormes nuages qui en crevant nous gratifient de torrents d'eau.

Ces distractions qui m'intéressent et me plaisent ont par contre l'inconvénient de coûter très cher; aussi je crains fort de ne pas faire d'économies pendant mon séjour à Mexico.

H. L.

XXV

Mexico, 27 juillet 1863.

Je viens d'écrire à M^{me} Cornu, pour la remercier de son affectueux intérêt, une lettre que je fais partir par le courrier anglais, et qui arrivera le 1^{er} août. Dans cette lettre, je lui raconte bien franchement tout ce qui se passe ici, et lui montre la situation telle qu'elle est, mettant de côté toute considération personnelle. Je trouve que c'est un devoir d'honnête homme d'éclairer l'opinion publique en France sur toutes les indignités et les stupidités dont nous sommes les témoins impuissants.

Aussi ai-je dit la vérité tout entière. Comme ceci doit vous intéresser, je crois vous être agréable en vous envoyant la copie de cette lettre qui est très longue. Je commence donc :

« Pour vous faire entrer de plain-pied dans la politique que nous suivons, je détache d'un journal l'ordonnance du préfet de police sur la défense de

travailler le dimanche. Cette ordonnance, bien qu'elle n'ait paru que dans le journal du 20, est affichée dans les rues depuis le 16.

» Comme pendant, il y en a une autre qui ordonne à tout le monde de se mettre à genoux lorsque passe le Saint-Sacrement, et de rester dans cette position jusqu'à ce qu'il ait disparu, et qu'on n'entende plus le son de la cloche qui l'accompagne.

» Arrivés au pouvoir, les libéraux avaient supprimé cette cérémonie stupide et ridicule, rétablie par nous, qui consiste à aller porter à un malade le Saint-Sacrement avec une escorte de soldats et un bruit assourdissant de cloches, capable de faire mourir le patient avant qu'il ait eu le temps d'avaler son Sauveur. Ces deux ordonnances n'ont pas besoin de commentaires. Elles ne prouvent que trop quelles sont les prétentions du clergé, et la marche qu'il suit pour regagner son ancienne influence.

» Les prêtres sont allés dans les maisons, anciennes propriétés du clergé, prévenir les locataires qu'ils ne doivent pas payer leur loyer aux propriétaires actuels, parce qu'on allait revenir sur ces ventes faites sous l'inspiration de Satan, et que s'ils n'agissaient pas ainsi, ils seraient obligés de payer une seconde fois au clergé, le seul, le vrai propriétaire de ces immeubles.

» Comme vous le voyez, nous sommes loin de la liberté des cultes ; nous sommes en pleine réaction, et cela n'étonne personne, car avec la composition du gouvernement provisoire, il ne pouvait en être autrement.

» M. Almonte est un réactionnaire de peu de valeur ;

le vieux général Salas est une momie que l'on a déterrée pour la circonstance ; il ne reste donc que l'évêque, le représentant de l'archevêque. C'est un homme vigoureux qui tout de suite a mis le pied sur les deux autres, et qui dirige tout.

» Nous, nous regardons, et laissons faire comme si cela ne nous intéressait nullement.

» Les réactionnaires se méfient néanmoins, car ils sentent que lorsqu'on saura en France, d'une façon formelle, la marche que nous suivons, les choses changeront de face.

» Quant aux libéraux, ils nous rendent responsables de tout. Ils disent avec raison que nous n'aurions d'abord pas dû composer le gouvernement provisoire comme nous l'avons fait. Cependant ils comprennent jusqu'à un certain point que nous ayons eu la main forcée, puisque tous les libéraux se tiennent à l'écart ; mais ils nous reprochent de ne pas mettre en tutelle ce gouvernement que nous avons créé, et des actes duquel nous avons à répondre. Ils ajoutent que nous avons peut-être raison de donner au Mexique une dictature dont ce pays peut avoir besoin pour bien longtemps, mais que cette dictature soit au moins dans le sens libéral, et non dans le sens rétrograde.

» Ils ne nous pardonnent pas de rétablir ici ce que nous avons aboli chez nous. Ils croient bien que telles ne sont pas les intentions de la France et de l'Empereur, mais pour eux le fait est là.

» Ils font retomber toutes les fautes commises sur M. de Saligny, contre lequel il y a un acharnement dont vous ne pouvez vous faire une idée. Il court,

sur son compte, des bruits que je ne vous rapporterais pas. Peut-être ne sont-ce que des calomnies, mais elles sont tellement accréditées, que les réactionnaires eux-mêmes n'osent pas les démentir.

» Depuis l'arrivée du courrier, on dit que M. Du Bois de Saligny est rappelé; mais que le général en chef l'a retenu de sa propre autorité, et a écrit à l'Empereur pour le supplier de laisser M. de Saligny au Mexique, parce que c'est le seul homme comprenant la position, le seul capable d'édifier l'Empire.

» En supposant qu'il soit vrai que l'Empereur ait eu la bonne inspiration de rappeler M. de Saligny, il peut paraître étrange que le général en chef lui donne une si grande preuve de dévouement, car tout le monde sait qu'ils n'étaient pas bien ensemble.

» Cela s'explique cependant.

» Il est très facile de décréter un empire, comme nous l'avons fait; mais organiser un empire, c'est autre chose.

» Depuis que nous sommes ici, qu'avons-nous organisé? Rien.

» Le général en chef le sait mieux que tout autre, lui qui ne s'occupe de rien, et qui devrait s'occuper de tout. Il sait bien dans quel gâchis nous pataugons, mais comme son affaire est faite, il n'aspire qu'à avoir son bâton de maréchal, et à rentrer en France recueillir des lauriers. Maximilien et M. de Saligny se débrouilleront comme ils l'entendront, cela lui est bien égal.

» C'est la continuation de la ligne de conduite qu'il a toujours suivie depuis qu'il est au Mexique :

ne pas se compromettre, et se décharger sur les autres.

» Il fait maintenant retomber sur le peu de prévoyance du ministre qui, selon lui, ne nous a pas envoyé assez de munitions, la longue durée du siège de Puebla.

» Je veux bien qu'en France on ait jugé peut-être trop légèrement la nature des obstacles que nous avons à combattre, mais je soutiens que les ressources que nous avons étaient suffisantes, si l'on en avait fait un emploi judicieux. Pour cela, il eût fallu un général en chef capable de prendre une décision, ainsi que le prescrit tout au long le règlement, lorsqu'il y a désaccord entre les différents chefs de service sur les divers modes d'attaque.

» Dans les nombreux conseils de guerre qui se sont tenus et où les chefs de génie, de l'artillerie et les généraux émettaient des opinions différentes, le général en chef, au lieu de trancher, de prendre une détermination, levait la séance en disant: « Mon Dieu, tâchez donc de vous mettre d'accord. » On restait sept ou huit jours sans rien faire, si ce n'est user des munitions inutilement.

» C'est ainsi que nous sommes arrivés à notre sixième jour de siège, sans être plus avancés qu'à la prise du Pénitencier. Heureusement pour nous, la place, n'ayant plus de vivres, s'est rendue. Sans cela nous y serions peut-être encore.

» Le général en chef et son entourage ont beau dire, maintenant, que la prise de Puebla est le plus grand fait de guerre des temps modernes, nous ne jugeons pas la chose ainsi. Nous regardons les

soixante jours que nous avons passés devant Puebla, comme un échec d'autant plus grand, que les officiers mexicains nous ont dit qu'ils ne pensaient pas pouvoir tenir plus de cinq ou six jours. Ils ont avoué que lors de la prise du Pénitencier, le 29 mars, ils croyaient tellement la ville prise qu'ils ont sellé eux-mêmes leurs chevaux pour chercher à s'échapper. Ce n'est que lorsqu'ils ont été bien sûrs que nous ne poursuivions pas nos succès qu'ils sont venus occuper les positions et les maisons devant lesquelles nous nous étions arrêtés.

» Si nous n'avons jamais su profiter de nos succès, par contre nous avons toujours voulu attaquer le taureau par les cornes : continuellement nous avons été nous heurter contre des couvents bâtis comme des forteresses du moyen âge, et cela sans diversion, ne faisant jamais qu'une seule attaque. Nous parvenions avec plus ou moins de temps, et beaucoup de coups de canon, à faire dans ces murs épais une ou deux petites brèches. C'est par ces petits trous qu'il fallait passer un à un, sous des feux formidables. Lorsque par bonheur on s'emparait ainsi d'un cadre, on était enchanté et on ne songeait pas qu'il y en avait cent cinquante-cinq !...

» Au lieu d'agir ainsi, il fallait profiter de la *furia* française, de la supériorité si grande de nos soldats, lorsqu'ils peuvent joindre l'ennemi à la baïonnette ; il fallait lancer deux ou trois fortes colonnes à la fois dans les rues, en leur donnant la grande place pour rendez-vous. De cette manière, on n'était pas exposé à ces feux terribles d'infanterie qui tuaient tous nos soldats au fur et à mesure qu'ils voulaient

passer par les petits trous dont je viens de vous parler. Dans les rues qui n'étaient pas crénelées, on recevait tout au plus un coup de canon à mitraille, ce qui n'a jamais arrêté une colonne lancée au pas de course, on sautait sur la barricade, et par les communications des barricades avec les maisons, on prenait à revers les défenseurs qui se trouvaient à la tête des cadres. Ils étaient obligés de déposer les armes.

» Avec ce mode d'attaque, on pouvait prendre Puebla n'importe quel jour du siège après la prise du Pénitencier : tous les officiers subalternes et les soldats le disaient. Pour moi, je me suis fait relever vertement un jour, par le général Douay, qui m'a traité d'aventurier lorsque j'émettais cette opinion. Je ne sais pourquoi cette idée n'a jamais voulu germer dans la tête de nos grands chefs. Probablement parce qu'il y avait une responsabilité à endosser, en ce sens qu'une attaque ainsi faite exigeait six ou huit bataillons, tandis qu'on n'employait qu'un seul bataillon pour l'attaque d'un cadre.

» Outre l'échec moral que nous avons subi devant Puebla, il y a eu une perte de temps bien regrettable au point de vue que nous nous proposons. Il fallait au moins atténuer autant que possible cette perte de temps, en poussant vigoureusement nos colonnes dans toutes les directions lorsque nous avons appris que Juarez évacuait Mexico.

» Malheureusement on voulait faire une entrée triomphale dans la capitale, et ensuite donner un bal, choses bien plus importantes que la pacification du pays. A ce moment, le général Bazaine demandait

avec instance de partir avec sa division pour Morelia, et rayonner dans l'ouest. Mais on était alors tout à la joie du triomphe, et la demande du général Bazaine est restée sans réponse.

» Aujourd'hui les rôles sont changés,

» L'autorité militaire française s'est émue des plaintes de la population sur le brigandage qui s'exerce jusqu'aux portes de Mexico, et on a donné au général Bazaine l'ordre de partir dans quatre jours.

» Mais ce qui était possible, il y a six semaines, est impraticable maintenant que nous sommes dans la saison des pluies. Les chemins sont complètement défoncés; on y enfonce jusqu'aux genoux, et ce serait folie de vouloir mettre une colonne en marche pour une longue route. Les raisons qu'il donne étant irréfutables, il a bien fallu s'y rendre. Il a été décidé qu'au beau temps, fin de septembre, on formerait l'armée en quatre colonnes, pour les faire rayonner vers les quatre points cardinaux. Notre division ira probablement vers le nord, à Queretaro, Guanajuato et San Luis de Potosi.

» Nous devrions profiter de ce repos forcé de deux mois pour organiser l'armée de Marquez. Depuis si longtemps que cette armée vit côte à côte avec la nôtre, elle n'a pas fait le moindre progrès. Elle est toujours un ramassis d'hommes en guenilles et de généraux chamarrés d'or. Son effectif qui n'est que de dix mille hommes sur le papier, forme cinquante-quatre corps portant des noms plus ou moins baroques, ayant chacun des colonels, des lieutenants-colonels, et un nombre fabuleux d'officiers.

» Un grand nombre de ces corps ne veulent pas reconnaître Marquez, sous les ordres duquel ils refusent formellement de servir. Les officiers généraux et supérieurs sont pour la plupart à Mexico, et ne suivent pas leurs troupes dans leurs cantonnements.

» Ces messieurs font grande figure à Mexico, et avec quoi? Avec l'argent de leurs troupes. Il en résulte que ces troupes pillent les diligences et les villages qu'elles sont chargées de garder.

» Les officiers subalternes ne reçoivent depuis l'organisation que les deux cinquièmes de leur solde. Aussi l'un d'eux, pour augmenter ses recettes, a profité de la position qui avait été donnée à son détachement. Il avait été placé, quelque temps après notre arrivée à Mexico, sur une petite langue de terre qui sépare le lac de Chalco du lac de Tezcuco pour protéger les bateaux qui viennent de Claco approvisionner le marché de Mexico. Il a trouvé très naturel d'établir à son bénéfice un impôt sur ces bateaux. Ce petit commerce qui ne manquait pas de lui rapporter beaucoup a duré une quinzaine de jours. Cependant l'autorité française ayant reçu des plaintes, on a arrêté ce voleur, au lieu de le fusiller tout de suite comme on aurait dû le faire.

» Il est probable qu'il a été relâché, car on n'a plus entendu parler de cette affaire, et qu'il aura eu de l'avancement en donnant une part de ses rapines au sieur Facio, le chef d'état-major de Marquez.

» La troupe n'étant pas payée déserte en grand nombre; il y a dix ou douze jours, un détachement de quatre-vingts hommes est passé aux juaristes.

Depuis ce moment, on met toujours avec ces détachements des troupes françaises pour les surveiller.

» Lors de l'organisation de l'armée de Marquez à Orizaba, par le général en chef, il a été décidé qu'on retiendrait sur la solde des hommes un *medio* (32 ou 33 centimes) par jour pour l'habillement, et qu'on ferait confectionner des effets à l'arrivée à Puebla ou à Mexico.

» Dans cette dernière ville, on a en effet passé des marchés pour 980,000 francs ; mais au lieu de solder cette somme avec les *medios* accumulés, on est venu présenter la facture à notre intendant, l'invitant à payer. Celui-ci a demandé ce qu'était devenu le *medio*. Bien entendu, on ne lui a pas répondu. Notre intendant ne veut pas reconnaître les marchés et se refuse à payer. L'affaire en est là pour le moment ; je ne sais comment elle se terminera.

» Le général en chef, effrayé de cette somme de 980,000 francs, aurait dit au rapport devant Marquez, qu'il y avait dilapidation, car on n'avait pas habillé beaucoup de monde, qu'il n'accusait pas la tête de l'armée alliée, mais que cependant elle était coupable par manque de surveillance. A cette sortie, Marquez est devenu très pâle.

» Pour vous donner encore une idée de ce qu'est l'armée de Marquez, je vous raconte l'anecdote suivante. Un général mexicain nommé Herrone, aide de camp d'Almonte, s'est logé, en arrivant à Mexico, à l'hôtel Iturbide, le premier de la ville, où il n'a pas tardé à faire une dette de cent cinquante piastres. L'hôtelier lui ayant demandé son argent, il lui dit de passer chez lui le lendemain, et qu'il le

paierait. L'hôtelier est exact au rendez-vous, mais à peine est-il entré qu'Herrone ferme la porte, prend un pistolet et menace de lui brûler la cervelle s'il ne lui donne pas quittance.

» Le pauvre diable s'exécute, mais en sortant de ce guet-apens, il va se plaindre au commandant de place, le lieutenant-colonel français de Pothier. Celui-ci commence une enquête, qu'on lui donne l'ordre d'arrêter parce que l'hôtelier, sous l'empire de la peur, est venu déclarer qu'il ne réclamait plus rien.

» Ce commandant de place a été jugé avoir la main trop dure pour les gredins ; aussi a-t-il été changé par l'influence des réactionnaires, du clergé et de M. de Saligny.

» La dernière goutte d'eau qui a fait déborder le vase est l'arrestation d'un prêtre qui était accusé de vol, de viol et d'assassinat. Ce prêtre a été relâché.

» Voilà ce qui se passe dans l'armée mexicaine, et nous qui la payons, nous n'osons pas nous immiscer dans l'emploi des fonds que nous lui fournissons, et tout cela pour ne pas blesser M. Marquez et les réactionnaires.

» Ceux-ci veulent faire passer Marquez pour un homme probe, mais il est aussi canaille que les autres. Il a pour chef d'état-major un nommé Facio qui est un voleur, au vu et au su de tout le monde. Marquez, qui est très fin et très adroit, doit bien sentir combien cet homme, par la position qu'il occupe auprès de lui, lui fait de tort. Donc s'il le conserve, c'est qu'il y trouve son bénéfice, et c'est pour la

même raison qu'il maintient la mauvaise organisation de son armée.

» Si Marquez était un honnête homme, un homme de cœur, il serait le premier à demander qu'on organisât son armée sur des bases françaises.

» Comme je crois vous l'avoir déjà dit dans ma dernière lettre, il ne faut pas de demi-mesures ici. Si l'on veut organiser cette armée il faut la licencier, conserver les officiers sur le compte desquels il y a le moins à dire, et supprimer toutes les dénominations de corps, former des régiments comme les nôtres, en leur donnant un colonel, un capitaine d'habillement et un adjudant-major pris parmi les officiers français, auxquels on ferait certains avantages, bien entendu. Appliquer à cette armée notre code de justice militaire, et être sans pitié pour les voleurs. C'est le seul moyen d'arriver à un résultat, et dans l'espace de deux mois, ce résultat peut être atteint, j'en suis convaincu. Dans ce court intervalle on peut organiser à la française un petit corps de dix mille hommes, qui deviendrait le noyau d'une armée de cinquante à soixante mille hommes.

» Malheureusement je crains fort qu'on n'emploie pas ce moyen, et que les choses ne restent comme elles sont. On parle beaucoup en ce moment de la formation d'une légion étrangère de cinq à six mille hommes; j'ignore absolument sur quelles bases on veut la former.

» Si en raison de l'extension du brigandage la prompte organisation de l'armée est de la plus haute importance, il ne faut pas néanmoins négliger l'organisation de la justice, des finances et des

diverses branches de l'administration. Nous avons pour cette partie M. Budin, qui je crois, porte le titre de commissaire extraordinaire de l'Empereur. C'est l'ancien payeur de l'armée de Crimée, d'Italie, et actuellement le titulaire de la Recette générale du département de la Savoie.

» Il vient de réorganiser la justice; cela ne lui a pas donné beaucoup de peine, car, au grand mécontentement des Mexicains, il l'a rétablie telle qu'elle était avant. Je comprends, du reste, cette mesure, car il faut beaucoup de temps et de tranquillité pour établir un bon système de justice et trouver une magistrature honorable.

» M. Budin est également chargé des finances, qui pour le moment n'existent pas.

» Prenant en considération la pénurie du gouvernement provisoire, il vient d'autoriser sous la garantie de la France un emprunt de un million de piastres.

» On dit que M. Budin est l'auteur du décret qui met sous le séquestre les biens de tous ceux qui ne sont pas pour nous. Je ne trouve pas cette mesure très adroite, d'abord parce qu'elle n'est plus guère de notre époque, et ensuite parce que ne possédant que les points que nous occupons, nous ne pouvons la mettre à exécution, de sorte que nous supportons, sans aucun bénéfice, toutes les charges d'un acte arbitraire.

» Le gouverneur de je ne sais plus quel Etat a répondu à ce décret par un décret semblable; seulement il ne mettra le sien à exécution que quand nous aurons commencé. Je trouve ce gouverneur beaucoup plus chevaleresque que nous, et cependant il faut

voir comme il est traité par tous les journaux à notre dévotion !

» En somme, les affaires du Mexique sont maintenant beaucoup plus embrouillées qu'elles ne l'étaient avant notre arrivée. Aussi nous ne nous faisons pas illusion sur notre rentrée en France. Elle est impossible pour le moment. Nous ne pouvons pas abandonner ce pays dans l'état où nous l'avons mis, surtout si l'Empereur veut continuer sa politique à l'égard des États-Unis, qui est de rendre le Mexique assez fort pour se défendre contre ses puissants voisins. Avec notre incurie, la mauvaise ligne politique que nous suivons, nous nous mettons tout le monde à dos.

» Pauvre Maximilien ! quelle déception il va avoir lorsqu'en débarquant à Vera-Cruz, il reconnaîtra que tout son Empire se compose de la route de Vera-Cruz à Mexico ; et que de plus il sera obligé de marcher avec une forte escorte pour ne pas être enlevé.

» Quelle désillusion quand, arrivé dans sa capitale, il ne trouvera ni armée, ni finances, ni justice, mais bien le brigandage organisé !

» Dans ce cas à quel saint se vouer ?

» Avec les idées dont il doit être imbu, il tombera tout naturellement entre les bras de M. de Saligny et des rétrogrades. Alors tout est perdu sans ressource. La France aura beau épuiser son armée et son trésor, elle ne parviendra jamais à asseoir d'une manière solide Maximilien sur son trône.

» Comme seul remède à un pareil état de choses, il faudrait que l'Empereur sût combien ici sa politique est dénaturée, combien ses idées, ses intentions et

celles de la France sont mal interprétées. Alors il n'hésiterait pas à rappeler définitivement M. de Saligny, et le remplacerait par un homme venant de France avec les idées de la France, d'une grande probité, et qui ferait passer les intérêts de son pays avant les siens.

» L'Empereur rappellerait aussi le général en chef, en le nommant maréchal s'il n'y a pas moyen de faire autrement, et laisserait le commandement de l'armée au général Bazaine.

» Le général Bazaine est un homme d'une grande intelligence, très adroit, très habile, sachant tourner les obstacles lorsqu'il ne peut les franchir, mais arrivant toujours à son but.

» Avec la conscience qu'il a de sa valeur, la considération dont il jouit, la grande connaissance qu'il a déjà du pays, il saurait imposer des idées justes et saines, et serait le meilleur guide à donner à Maximilien auquel il rendrait d'importants services.

» Il saurait, je ne dirai pas éviter complètement, mais du moins atténuer beaucoup les froissements d'amour-propre qui ne vont pas manquer de se produire lorsque Maximilien va arriver avec sa suite d'officiers autrichiens. De tous ces éléments hétérogènes de Français, de Mexicains et d'Autrichiens, il saurait former un tout homogène.

» Maximilien, ainsi aidé et dirigé, se rapprocherait du parti libéral, le seul vivace, le seul ayant de l'avenir, ici comme partout.

» Avec les libéraux, le brigandage serait bientôt exterminé, et cette si grande plaie guérie, le Mexique deviendrait bien vite un pays riche et florissant. Au

bout de dix ans il pourrait se passer de l'armée française, et rembourser à la France les frais de la guerre. De plus il serait assez fort, assez bien constitué pour résister aux Etats-Unis, dans le cas où il prendrait à ceux-ci l'envie de l'absorber.

» Sous un tel régime, avec des routes, des chemins de fer si faciles à établir sur le plateau, au bout de peu de temps l'agriculture produirait des trésors; non seulement le commerce renaîtrait, mais il prendrait une extension immense. L'industrie qui n'est qu'à l'état d'embryon, ou plutôt qui n'existe pas, aurait bientôt acquis un grand développement, car on ne serait plus obligé d'aller chercher en Europe ou aux Etats Unis cette matière première bien plus précieuse que l'or, le fer. Du côté de l'ouest, au delà de Morelia, il y a des mines de fer très riches, et le bois y est à discrétion.

» Voilà ce que pouvait devenir le Mexique, si nous avions eu à notre tête deux hommes intelligents et désintéressés. Mais malheureusement cette tâche n'est pas commencée, et peut-être ne sera-t-elle jamais entreprise, au grand détriment de la France et de son gouvernement.

» Voilà ce qui nous attriste; aussi vous ai-je dit franchement tout ce que je pense, ce que nous pensons tous. Maintenant que je vous ai fait cette confidence, il me semble que je suis soulagé (1). »

(1) La lettre qui précède fut placée par Madame Cornu sous les yeux de l'Empereur, et le Souverain la jugea tellement remarquable, malgré ses hardiesses, qu'il la communiqua au général Bazaine, sans en désigner l'auteur.

Telle est ma lettre, ou plutôt l'à peu près dont je me souviens, car je n'avais pas fait de brouillon. Comme je vous écris très vite, je n'ai pas châtié mon style, mais soyez bien tranquilles: dans l'original il était plus correct.

On trouvera la lettre d'envoi de Napoléon, en date du 20 septembre 1863, et la lettre de Loizillon dans le livre que M. P. Gaulot a intitulé: « Rêve d'Empire » et qu'il a écrit sur les documents inédits de M. Louet, payeur en chef du corps expéditionnaire (Pages 172-174).

« L'extrait qui accompagne le billet impérial, dit M. Gaulot, n'a pas moins de dix-huit pages de format épistolaire. C'est un morceau vraiment piquant et écrit avec un ton caustique et fort irrévérencieux. On l'attribue au général Félix Douay, dont la correspondance privée était souvent lue par l'Empereur.

» Bazaine accepta franchement cette dernière hypothèse comme on en peut juger à la note suivante, inscrite de sa main en marge de la lettre: « Le passage relatif à M. le général Forey n'est pas de toute justice; mais il a été écrit sous le ressentiment qu'éprouvait l'officier général écrivain à propos de l'insuccès de l'attaque dirigée par lui sur le cadre n° 52 (Couvent de Santa Inez, 25 avril 1863). »

Nos lecteurs, en rapprochant le texte annoté de la sorte par Bazaine et la lettre de Loizillon, en date du 27 juillet 1863, pourront se convaincre que la devise favorite du capitaine: « Sic vos non vobis », ne trouva jamais plus heureuse application. S'ils relèvent quelques légères différences de forme ils voudront bien se rappeler que Loizillon n'adresse pas à ses parents une copie exacte de son épître à Madame Cornu: « Soyez tranquilles, dit-il lui-même, mon style était plus soigné dans l'original; je n'avais pas fait de brouillon et je vous donne à peu près la substance de ma lettre. »

Voulant faire partir cette lettre par le courrier anglais, comme je vous l'ai dit, j'ai été la porter à un de mes camarades, le prince Georges Bibesco qui connaît le consul anglais auquel il devait remettre un paquet de lettres pour son frère qui est à Paris. Quand je suis arrivé il était en train d'écrire, et m'a lu quelques passages de sa correspondance, et il y avait une telle similitude dans nos appréciations que j'ai rouvert ma lettre pour la lui lire.

C'est un brave garçon qui, je crois vous l'avoir dit, m'a été on ne peut plus dévoué ; lorsque nous avons appris mon mauvais classement il a écrit aussitôt à son frère qui connaît beaucoup le ministre et le colonel Ribourt, afin de les renseigner sur mon compte ; de sorte que si les nominations se font en France, et que je sois nommé, cette intervention n'y aura pas été pour peu de chose.

Ceci vous explique que je me sois ouvert avec une entière confiance à Bibesco ; il a trouvé que ma lettre faisait une peinture tellement exacte de tout ce qui se passe ici qu'il m'a demandé l'autorisation de ne pas la cacheter pour que son frère puisse en prendre connaissance.

H. L.

XXVI

Mexico, le 12 août 1863.

J'ai reçu il y a quelques jours votre lettre du 27 juin, et je suis heureux de vous savoir toujours satisfaits et en bonne santé. Je craignais que les mauvaises nouvelles que je vous annonçais sur mon peu de chances d'avancement n'eussent produit sur vous une impression fâcheuse et détruit votre calme habituel.

Il est probable qu'il en a bien été un peu ainsi, et que comme à moi, il vous aura fallu un certain temps avant d'en prendre votre parti.

Marie me dit que je revienne tel que je suis parti et c'est le principal ; elle a raison et je suis bien sûr d'avoir de vous tous le même accueil, capitaine ou chef d'escadrons.

Je crains fort que la lettre que je vous ai écrite au moment de notre départ de Puebla, et dans laquelle je vous donnais copie de celle que j'adressais à M^{me} Cornu, n'ait porté de nouveau atteinte à votre repos, non seulement en raison du mauvais tour qui m'a été joué, mais surtout à cause de la franchise avec laquelle je m'exprimais.

Cela a dû certainement arriver, puisque même avant

cette lettre, mon père me reproche déjà mon excès de franchise, et m'exhorte à la prudence.

Que sera-ce donc lorsque vous recevrez ma dernière qui n'est que la substance de la lettre que j'ai écrite à M^{me} Cornu dans l'espoir qu'elle saurait en faire son profit!

Je ne me fais pas illusion, il est très possible que cette lettre me nuise beaucoup, mais je vous affirme qu'en l'écrivant je n'ai nullement songé à moi.

Le hasard m'ayant peut-être mis en position par M^{me} Cornu de faire savoir des vérités très utiles à mon pays et à son gouvernement, je n'ai pas eu la moindre hésitation ; je me suis tout à fait effacé, et je trouve que si je n'avais pas agi ainsi je n'aurais été ni honnête homme, ni bon Français.

Il est de notre devoir d'éclairer l'opinion publique et le gouvernement sur la moralité et l'intelligence des gens qu'il emploie, et quoi qu'il arrive, non seulement je ne regrette rien, mais je continuerai à faire comme j'ai fait jusqu'à présent.

Pour le moment il n'y a rien de nouveau : nous sommes toujours dans les mêmes errements, c'est-à-dire que nous suivons toujours la mauvaise voie.

Les jeunes officiers d'ordonnance du maréchal, qui ainsi que leur chef sont comblés, ne se gênent pas pour dire en public que le maréchal reconnaît qu'il n'y a rien à faire des Mexicains et qu'il lui tarde beaucoup de partir ; qu'il n'attend pour cela que l'arrivée de Maximilien, parce qu'après avoir occupé la première place ici, il ne peut rester à la seconde (*sic*).

J'espère qu'elle est assez forte, cette dose de vanité

qui empêche M. Forey de se contenter de passer après un Empereur!

Mais cette vanité n'est que le prétexte ; comme je vous l'ai dit dans ma dernière lettre, il n'a pas voulu laisser partir M. de Saligny, parce qu'il ne veut pas prendre la direction politique dont il se tirerait moins bien encore que de la direction militaire.

Il y a quelques jours a paru dans le journal une adresse des principaux habitants de Mexico au maréchal Forey par laquelle on le complimentait de la haute dignité que venait de lui accorder l'Empereur ; on disait que cette dignité n'était que la juste récompense de ses mérites ; que maintenant tous ces honneurs devaient l'engager à sortir de *l'apathie* ; qu'il y avait encore pour lui une autre récompense à espérer, celle de la gratitude du peuple mexicain, en envoyant rayonner son armée pour pacifier le pays.

Tout ceci était très spirituellement dit et sur un ton narquois qui n'échappait à personne (on attribue cette lettre à M. de Saligny) ; mais s'il n'y avait pas eu le mot *apathie* je suis sûr que le général en chef n'y aurait vu que du feu.

Ce mot *apathie* l'a fort troublé, et il a répondu une lettre qui a aussi paru dans le journal et où il disait que lui, « non Mexicain, était obligé d'apprendre aux Mexicains que leurs routes étaient en ce moment impraticables pour une armée régulière, trainant avec elle canons et munitions ; qu'il ne voulait pas céder à leur impatience, lui qui avait su résister à l'impatience des Français pour le siège de Puebla ».

Il a parfaitement raison de ne pas se mettre en route maintenant ; mais je voudrais bien savoir ce

qu'il répondrait à ceux qui lui demanderaient pourquoi il a perdu tant de temps après la reddition de Puebla.

Notre position est bien embarrassée.

Les Mexicains ne savent sur quel pied danser. Ils comprennent encore mieux que nous que jusqu'ici nous n'avons rien fait; ils connaissent l'opinion publique en France, et craignent qu'elle ne force l'Empereur à nous rappeler et qu'alors nous ne les laissions en butte au parti libéral.

D'un autre côté on fait courir le bruit que les agents de Maximilien dépeignent à celui-ci la position telle qu'elle est, et que Maximilien n'acceptera pas le trône.

De tout cela il résulte de notre part une hésitation qui diminue chaque jour le nombre de nos partisans.

Pendant ce temps le parti libéral, maître de la plus grande partie du pays, prépare ses moyens de résistance, et recrute de nouvelles troupes.

Je sais bien qu'une colonne de un bataillon avec deux pièces d'artillerie pourra toujours être sûre de traverser tout le Mexique sans rencontrer de résistance sérieuse, mais nous sommes si peu nombreux pour cette immense surface que nous ne pourrons jamais tout occuper à la fois. Nous serons obligés de courir toujours après un ennemi insaisissable qui fatiguera nos soldats par des marches et des contre-marches, et nous tuera ainsi plus de monde par les fatigues que par son feu.

Et pourtant tout cela aurait pu être évité si on l'avait voulu : il fallait se presser d'abord, et ensuite rester fidèle au programme de l'Empereur.

Lorsqu'à notre entrée, nous avons affiché cette proclamation du général Forey que, par les idées et par le style, on reconnaissait bien ne pas être de lui, les libéraux ont été sur le point de venir à nous. Ils ne fallait plus qu'un grain de sable dans le plateau pour le faire pencher de notre côté.

Je crains fort, en somme, que la guerre du Mexique ne soit bien funeste à notre pays et à son gouvernement. Vous allez en entendre de belles à l'ouverture des Chambres! Car ce que je vous raconte nous le disons tous, et il est impossible qu'on ne soit pas éclairé en France sur tous les détails de cette situation lamentable.

Il est grand temps que l'Empereur change ses agents, et fasse choix d'homme probes et intelligents, comme il y en a tant en France, pour venir les remplacer et mettre en pratique des idées libérales et régénératrices, et surtout qu'il n'envoie plus ses anciens espions.

Saligny doit lui servir de leçon.

Quand on paie un individu pour qu'il trompe son maître en votre faveur, on peut être sûr qu'il vous trompera plus tard : Saligny en est une preuve convaincante. Il a trompé le pays et l'Empereur sur les résistances que nous rencontrerions ici en suivant la marche qu'il nous a imposée, c'est-à-dire en nous accolant à des Marquez, à des Almonte, gens qui sont voleurs, immoraux et incapables.

Si nous étions venus ici seuls, avec notre titre de Français simplement, tous les partis seraient venus en amis au-devant de nous.

En mettant de côté réactionnaires stupides et libé-

raux outrés, nous avions pour nous la masse travailleuse et honnête de la nation, qui dans le fond est bien plus libérale que nous. Avec son concours, nous exterminions facilement le brigandage, et nous aurions alors donné au pays le gouvernement que nous aurions voulu. Quelle que soit sa forme, le pays eût accepté n'importe qui, ou n'importe quoi, du moment où il nous aurait vus tenter d'établir solidement les mêmes principes libéraux que chez nous.

C'est parce que l'Empereur, s'en rapportant à M. de Saligny, a suivi la marche opposée que nous sommes dans le gâchis, et Saligny nous y plonge de plus en plus parce que tous ses intérêts sont chez les réactionnaires.

Pour vous donner une idée de ce qu'il fait, je ne vous raconterai qu'une des nombreuses histoires qui courent sur son compte.

Un banquier d'ici, appartenant au parti rétrograde, M. L..., a été trouver M. de Saligny, avec lequel du reste il fait depuis longtemps des affaires du même genre, pour lui demander s'il fallait acheter une créance bien plus véreuse que celle de Jecker. Cette créance appartient à un banquier français qui, la sachant mauvaise et malhonnête, ne demandait pas mieux que de la vendre. M. de Saligny, moyennant deux cent mille francs de pourboire, aurait promis de faire rembourser cette créance.

Ceci est tellement fort que vous ne le croirez pas.

Pourtant la chose est vraie ; elle est racontée par un officier de marine français, dont la sœur est mariée à un de ces MM. L..., et qui n'a plus de ménagements à garder avec eux, parce que ce

M. L... rend sa sœur très malheureuse. Il a demandé un congé pour ramener sa sœur en France, et il a entre les mains les preuves de ce que je viens de vous dire.

Du reste, depuis fort longtemps à Mexico la légation française passe pour être une officine de tripotages où l'on fait commerce du nom français pour le remboursement des créances non fondées.

Depuis notre retour à Mexico, il paraît que M. de Saligny travaillait sur une échelle plus grande que jamais. Il promettait de faire rembourser telle créance moyennant telle somme, et exigeait d'avance une partie de cette somme.

Aussi depuis vingt jours qu'il est question de son rappel, les individus qui lui ont donné des avances les lui réclament avec acharnement. Lui ne veut pas les rendre, et leur répète à satiété que ce sont ses ennemis qui répandent ce bruit-là ; qu'il est mieux que jamais dans les papiers de l'Empereur.

Malgré ces assurances, les autres ne sont pas très convaincus, parce qu'avec raison entre canailles on doit se méfier les uns des autres. C'est à cause de cette méfiance que tous ces bruits ont transpiré, et qu'en ce moment on en fait partout des gorges chaudes.

Il ne fallait rien moins que notre présence ici pour ramener les Mexicains à la juste appréciation du caractère français. Il est vrai qu'il faut leur pardonner la mauvaise opinion qu'ils ont de nous, car ils n'ont jamais connu ici que des perruquiers et des ministres plénipotentiaires presque tous plus voleurs que leurs ministres à eux.

Il a fallu leur faire voir l'administration de notre armée, notre tenue, notre dignité, notre éducation pour qu'ils comprennent que la France est tout le contraire de ce qu'ils connaissent d'elle par les échantillons que leur envoient notre commerce et notre gouvernement.

Avec tout cela je croyais n'avoir rien à vous dire et cependant j'ai rempli deux feuilles de papier. C'est sans doute parce que je suis dans un état de fureur perpétuelle de voir dilapider ainsi les fonds de la France, salir le nom français, et mon pays marcher dans une voie qui peut lui coûter bien cher.

Samedi prochain nous passons une grande revue à l'occasion de la fête de l'Empereur. Le maréchal va donner des décorations.

Je vous annonce sans grand plaisir que je suis nommé officier de la Légion d'honneur. Si on voulait en nommer, il fallait bien que le choix tombât sur moi, car ceux qui avaient seulement trois ans de grade de chevalier ont été nommés.

H. L.

XXVII

Mexico, le 8 septembre 1863.

Au milieu de la comédie qui se joue sous nos yeux, nous ne savons plus que penser, et nous restons dans la plus grande incertitude.

Comme vous le savez depuis longtemps, le maréchal Forey et M. de Saligny sont rappelés. Il paraît que l'Empereur a enfin compris toutes les fautes qui ont été faites ici, et qu'il veut y porter remède. Mieux vaut tard que jamais!

Le rappel de ces deux personnages a produit un très bon effet sur la population.

Je ne parle pas de l'armée parce que nous n'avons jamais cru que ce système de stupidités et de canailleries pouvait durer. Nous regrettons seulement que ces rappels se soient fait attendre aussi longtemps.

Mais actuellement voici ce qui se produit : le maréchal malgré sa vanité n'a pas tout à fait digéré la lettre élogieuse que lui écrivait l'Empereur pour le rappeler, et ce qui m'étonne c'est qu'il ait reconnu que son rappel est en effet une disgrâce. Aussi il ne peut l'avalier, et au lieu de remettre tout de suite le commandement au général Bazaine, comme cela était son devoir, il le conserve, s'appuyant sur une phrase de la lettre de l'Empereur dans laquelle il lui est dit de remettre le commandement quand il le jugera opportun.

Ceci est de la pure politesse, car il y avait en même temps une lettre officielle du ministre qui ne faisait pas de politesse, et que le maréchal Forey a mise dans sa poche, sans en parler au général Bazaine; dans cette lettre il lui était enjoint de remettre le commandement à ce dernier.

D'un autre côté, Saligny, dont le rappel précédait d'un courrier celui du maréchal, a dans le principe fait mettre en doute ce rappel. Le journal *l'Estafette*, rédigé par un monsieur tout à la dévotion et à la